

Messieurs les Suédois, tirez les premiers !

Le gouvernement wallon préfère attendre la formation du gouvernement fédéral pour boucler son budget. Analyse.

• **Martial DUMONT**

Bon, très bien : les ministres PS et cdH se sont quittés dimanche soir vers 22 h. Une heure quasi matinale pour la confection d'un budget 2015 qu'on annonçait hypercompliqué.

D'autant qu'ils avaient commencé leur dimanche tranquille vers 14 h. Il fallait tout de même laisser le temps aux ministres socialistes de participer au congrès de rentrée anti «ultra droite» de Tubize...

Donc, à l'Élysette, pas de réunion au finish, de portes qui claquent, de cernes le lundi matin. Ils l'ont jouée cool.

Surprenant ? Pas tant que ça en fait.

Car, finalement, les chiffres du budget wallon doivent être rendus pour vendredi au plus tard. Ce qui laisse encore du temps à tout le monde pour peaufiner la copie en cabinet. Pour les grandes lignes, c'est désormais OK. Il semble même, selon certains, que la situation soit finalement moins pire que prévue.

Reste maintenant à finaliser les détails.

Question cela dit : pourquoi ne pas avoir blindé le budget dès la fin du week-end ? Ce qui aurait évité aux ministres de courir à gauche et à droite entre les commissions du Parlement wallon et, pour certains, les réunions budgétaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui se tiennent parallèlement.

La réponse tient en deux points. Tous deux liés à l'atterrissage imminent de la Suédoise fédérale.

1. Une raison technique Si chaque cabinet ministériel sait désormais plus ou moins à quoi s'en tenir, il reste cependant de grandes inconnues qui risquent de conditionner le budget wallon et de le faire sensiblement évoluer par rapport à ce qui a été discuté le week-end dernier. Ces zones d'ombres, ce sont les décisions que prendra (ou pas) le futur gouvernement fédéral... dont on annonce la formation dans les heures qui viennent. Par exemple, on ne sait toujours pas s'il y a aura un saut d'index. Et les chiffres de la participation attendue de la Wallonie à l'effort à consentir pour respecter la trajectoire budgétaire voulue par l'Europe ne sont, eux non plus, pas encore vraiment connus. Le gouvernement wallon ne voulait donc pas ficeler définitivement son budget avec la perspective de devoir à nouveau tout chambouler quelques jours plus tard. Ni connaître à nouveau les affres d'une communication lapidaire et calamiteuse comme ce fut souvent le cas

avec l'ancienne majorité Olivier. Celle pratiquée actuellement est d'ailleurs hypercontrôlée, pour ne pas dire roumaine.

2. Une raison stratégique que l'exécutif wallon joue aussi la montre pour ne pas trop s'exposer. S'il annonçait son budget avant la formation du gouvernement fédéral, tous les regards seraient exclusivement tournés vers lui. Et les justifications à donner pour expliquer des mesures qui, quoi qu'on en dise, ne raviront personne, seraient scrutées jusqu'à la dernière virgule.

Si le budget tombe après la formation du gouvernement fédéral, en revanche, celle-ci éclipsera partiellement la fin du conclave wallon.

Et les mesures de rigueur (austérité ?) seront avalées comme un médoc enrobé de miel pour faire passer le goût à un gamin. D'autant plus qu'elles pourront, en partie, être justifiées par les exigences du «vilain» gouvernement fédéral...

Messieurs les Suédois, tirez les premiers... ■

Rabiot budgétaire pour les bus

La Société régionale wallonne du Transport (SRWT), qui chapeaute le réseau de bus et trams du groupe TEC, sera relativement protégée vis-à-vis des économies que le gouvernement wallon s'apprête à imposer, a laissé entendre hier le ministre

wallon du Budget Christophe Lacroix. Évoquant en commission du parlement wallon le gel d'une provision pour l'école d'administration publique, le ministre a rappelé qu'aucun secteur n'échapperait aux économies sauf - comme c'était déjà connu - le Plan Marshall et

l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées. Par contre, la SRWT ferait l'objet d'une dotation complémentaire, a-t-il dit, sans donner davantage de détails.

La baisse de dotation initialement envisagée pour

la SRWT ne pourrait pas lui permettre de répondre aux exigences de son contrat de gestion et la direction avait donc demandé à l'exécutif de pouvoir procéder à une augmentation tarifaire au-delà de l'indexation en 2015. Ce rabiot annoncé écartera-t-il la hausse du ticket de bus ?